

*Der schweizerische Geschäftsträger in Wien, G. Carlin,  
an den Vorsteher des Departements des Auswärtigen, N. Droz*

*B Teilweise chiffriert*

Vienne, 30 mai 1889

Au cours d'un entretien que j'ai eu hier avec le comte Kálnoky, Ministre des Affaires étrangères, il a été question de l'affaire Wohlgemuth. Sur ma demande, s'il avait reçu, à ce sujet, des communications quelconques de la part de l'Allemagne, il m'a répondu négativement. «Il est incontestable», a ajouté le Ministre, «que les journaux officieux allemands parlent avec aigreur de cette affaire. Je ne dis pas qu'ils ont raison; mais, ce qui m'a aussi frappé, moi, c'est la sévérité avec laquelle on a procédé contre Wohlgemuth, tandis qu'on laissait aux révolutionnaires russes de Zurich tout le temps de faire disparaître les traces du complot qu'ils tramaient indubitablement contre la vie du Czar.<sup>1</sup> Et, si je n'ai rien reçu de l'Allemagne au sujet du cas Wohlgemuth, j'ai appris de source russe non officielle, mais très sûre, que la manière dont l'affaire des bombes de Zurich avait été traitée avait produit une impression peu favorable sur le Czar et les sphères gouvernementales russes. C'est surtout contre les procédés et l'indiscrétion du Commandant de Police Fischer que le comte Kálnoky croit qu'il y a des griefs à formuler.

A ces remarques, que M. le Ministre a dit et répété ne me faire qu'à titre *tout à fait confidentiel*, ce dont je vous prie de vouloir bien prendre note, j'ai répondu que j'étais fort étonné de rencontrer cette manière de voir immédiatement après que le Conseil fédéral avait donné, par l'expulsion des Russes paraissant compromis dans l'affaire de Zurich, des preuves aussi palpables de sa ferme volonté de faire respecter, en Suisse, par tout le monde, les égards que les peuples se doivent entre eux. Quant à l'affaire Wohlgemuth, j'ai rétabli les faits dénaturés par une partie de la presse allemande et ai insisté sur la fâcheuse situation dans laquelle des agents provocateurs étrangers pouvaient mettre la Suisse, en la faisant passer, aux yeux de l'Europe, pour un foyer d'agitations révolutionnaires, tandis que le peuple suisse était le peuple le plus tranquille et le plus plein de bon sens qu'on puisse trouver. Enfin, j'ai fait remarquer que certaines inégalités de procédure pouvaient provenir de ce que la Confédération n'avait pas de propres agents de Police, mais devait se servir de ceux des Cantons.

M. le comte Kálnoky a voulu me faire entendre, à cette occasion, que le droit d'asyle absolu avait fait son temps: «Partout on revient en arrière, on rétablit les passeports; il n'est plus trop difficile d'obtenir, dans certains cas particuliers, des Etats

---

1. Am 6. März 1889 verunglückten auf dem Zürichberg zwei russische Studenten, Dembsky und Brynstein, bei einem Sprengunfall schwer (vgl. E 21/14341). Die daraufhin erfolgte Untersuchung ergab, dass keine [...]traces réelles d'un attentat projeté contre le souverain ou contre la sécurité intérieure d'un autre pays [...] gefunden werden konnten (E 1004 1/157, Nr. 1411). Trotzdem wurden durch Bundesratsbeschluss vom 7. 5. 1889 Dembsky und 12 weitere Russen – Brynstein war seinen Verletzungen erlegen – aus der Schweiz ausgewiesen (BB1 1889, 2, S. 925–927). Zur Reaktion der russischen Regierung vgl. Nr. 408.

Unis d’Amérique et même de l’Angleterre, des extraditions ayant un caractère politique.»

Le Ministre continue à trouver la situation générale satisfaisante. A son avis, il ne faut ajouter que peu d’importance au discours de Lord Salisbury, «qui, sans raisons plausibles, a ses heures de pessimisme et qui, d’ailleurs, avait besoin de peindre noir en noir pour obtenir l’argent demandé pour l’augmentation de la flotte anglaise.» — Les tumultes de Belgrade n’inquiètent pas non plus le comte Kálnoky. «Le Roi a octroyé aux Serbes une constitution trop libérale, pour laquelle ils ne sont pas mûrs, et maintenant que Milan, qui tenait énergiquement à ce que l’ordre soit maintenu, est hors du pays, les partis tapent l’un sur l’autre. Aujourd’hui ce sont les radicaux qui tapent sur les progressistes pour les empêcher de se reformer en parti; demain les rôles peuvent changer. C’est de la politique intérieure serbe qui n’affecte en rien la paix de l’Europe. Il n’y aura pas de guerre pour la Serbie.»

Il ne saurait plus y avoir de doute que le voyage de l’empereur d’Allemagne et du Roi d’Italie à Strasbourg était chose décidée. L’empereur en aurait fait la proposition de son propre chef, Humbert n’aurait pas voulu ou pas osé refuser, et c’est le Prince de Bismarck qui, après coup, aurait dû faire comprendre à son souverain que, par égard pour la tranquillité de l’Europe, il valait mieux renoncer au plaisir de ce voyage. Voilà la version que je tiens du comte Knuth, Ministre du Danemark, généralement bien renseigné. L’Ambassadeur de France, M. Decrais, m’a dit qu’il croyait aussi que les choses s’étaient passées ainsi. — [...]<sup>2</sup>.

---

2. *Es folgen einige Bemerkungen darüber, dass in der österreichisch-ungarischen Innenpolitik im Moment wenig geschehe.*